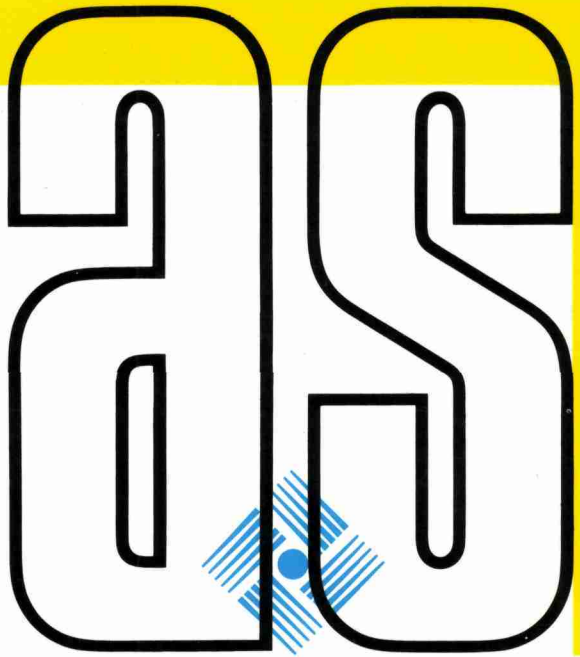


UNIVERSITÉS FRANCOPHONES

Georges Hénault
Rachid M'Rabet

L'ENTREPRENEURIAT
en
AFRIQUE
FRANCOPHONE:
CULTURE,
FINANCEMENT
et
DÉVELOPPEMENT



actualité scientifique

AUPELF

 John Libbey
EUROTEXT
LONDON · PARIS

**L'ENTREPRENEURIAT
EN AFRIQUE FRANCOPHONE :
CULTURE, FINANCEMENT
ET DÉVELOPPEMENT**

British Library Cataloguing in Publication Data

L'entrepreneuriat en Afrique francophone :
culture, financement et développement.

1. Africa. Economic conditions

330.96

ISBN 0-86196-253-2

Editions John Libbey Eurotext

6, rue Blanche, 92120 Montrouge, France.

Tél : (1) 47 35 85 52

John Libbey and Company Ltd

13 Smith Yard, Summerley Street, London SW18 4HR, England.

Tél : (1) 947 27 77

John Libbey CIC

Via Spallanzani 11,

00161, Rome, Italy

Tél : (06) 862.289

© 1990, Paris

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage — loi du 11 mars 1957 — sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français du Copyright, 6 bis, rue Gabriel-Laumain, 75010 Paris, France.

L'ENTREPRENEURIAT EN AFRIQUE FRANCOPHONE : CULTURE, FINANCEMENT ET DÉVELOPPEMENT

Journées scientifiques du Réseau thématique
de recherche « Financement de l'entrepreneuriat
et mobilisation de l'épargne », de Casablanca
16-17 février 1989

SOUS LA DIRECTION DE :

Georges Hénault
Directeur IDIC
Ottawa (Canada)

Rachid M'Rabet (Casablanca)
Professeur ISCAE
Casablanca (Maroc)



Les collections « *Universités francophones* » de l'UREF :

Un instrument nouveau pour consolider l'espace scientifique francophone

L'Université des Réseaux d'Expression Française (l'UREF) a créé un ensemble de collections « Universités francophones » qui sont les instruments nécessaires d'une vie scientifique de qualité dans l'espace scientifique francophone.

Fruit de la collaboration de chercheurs du Nord et du Sud, dans le cadre, notamment, des journées scientifiques et des colloques organisés par les réseaux de recherche partagée de l'UREF, ces « Actualités scientifiques » veulent, en consolidant la coopération scientifique entre tous les partenaires de la francophonie, contribuer à la promotion de la recherche en langue française.

Cette nouvelle collection est complétée par une collection de manuels universitaires et par une collection d'ouvrages scientifiques (« Sciences en marche »).

Professeur Michel Guillou
Délégué Général de l'UREF

Sommaire

Liste des auteurs	VII
Membres des comités du Réseau Entrepreneuriat	IX
Avant-propos. B. Ponson (Paris)	XI
Introduction. G. Hénault (Ottawa). R. M'Rabet (Casablanca)	1
Partie I. Dimensions économique-culturelles de l'entrepreneuriat en Afrique	
1. La dimension culturelle de l'acte d'entreprendre en Afrique. B. Traoré (Bamako)	7
2. Individualisme ou communauté : quelques implications managériales pour l'entreprise en Afrique. B. Ponson (Paris)	15
3. Les effets macroéconomiques du dualisme financier : les enseignements d'un modèle. C. Eboué (Bordeaux)	27
Partie II. Epargne informelle, tontines et modes de financement	
4. Les circuits parallèles de financement : état de la question. M. Lelart (Orléans)	45
5. Adaptation des règles de gestion aux contraintes du financement informel : réflexion dans le cadre du contexte africain. E. Bloy (Lyon), C. Dupuy (Lyon)	65
6. Epargne informelle et financement de l'entreprise productive. B. Haudeville (Orléans)	77
7. Représentations de la monnaie et des supports d'épargne et limites de la mobilisation de l'épargne informelle : hypothèses de travail pour une enquête au Sénégal. J.M. Servet (Lyon)	87
8. Les tontines et la création d'entreprises au Cameroun. G. Brenner (Montréal), H. Fouda (Douala), J.M. Toulouse (Montréal)	97
9. Comportements des gains et structures des taux d'intérêt dans les tontines : étude de quelques cas. B. Békolo-Ebé (Douala), R. Bilongo (Douala)	107
10. Développement et financement des PME en Côte-d'Ivoire. B. Contamin (Pau)	115
11. Politique de financement de l'entrepreneuriat au Togo. D. Soedjede (Lomé)	129

12. Dynamique de l'investissement dans le secteur informel : une étude de cas au Niger. X. Oudin (Niamey)	145
13. Le secteur de financement informel : problématique, typologie et évaluation à partir d'enquêtes à Marrakech et dans le Sud marocain. M. El Abdaimi (Marrakech).....	157

Partie III. Financements internationaux, circuits islamiques et entreprises conjointes

14. Esprit d'entreprise, unités de production et organisations internationales. C. Albagli (Paris)	169
15. Analyse de la nature et de l'impact de financements internationaux sur l'entrepreneuriat en Afrique subsaharienne francophone : éléments d'une recherche. R. Lederman (Ottawa), Y. Portebois (Ottawa)	179
16. Evaluation rétrospective des opérations : l'approche de la Banque Mondiale. J. Gupta (Paris)	189
17. Politiques de financement des banques islamiques : le cas de la Banque islamique de développement. B. Allali (Casablanca)	199
18. Finances islamiques et libéralisation économique en Tunisie : le cas de Beit Ettamouil Essaoudi Ettounsi. M. Galloux (Paris)	205
19. Culture musulmane et comportement d'épargne et d'investissement en Tunisie. A. Ouederni (Tunis)	219
20. Analyse des relations entre maisons mères et entreprises conjointes : une proposition d'approche méthodologique. J.L. Schaan (Ottawa)	225
21. Partenariat industriel : la « joint-venture ». M. Bachir El Bouhali (Rabat)	239
22. Rôle des programmes d'ajustement structurel dans la construction des sociétés conjointes Nord-Sud : le cas de la République populaire du Congo. T. Dzaka (Brazzaville)	247

Partie IV. Formation de l'entrepreneur et création d'entreprise

23. Former des entrepreneurs : l'entreprise école. J. Bon (Paris)	263
24. L'expérience du Centre de promotion de la création d'entreprise (CPCE) et la formation de l'entrepreneur. A. El Alami (Casablanca)	271
25. Réflexion sur le développement de l'entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement professionnel au Congo : problèmes et perspectives. D. Mikayoulou (Brazzaville)	283
26. La problématique de la création d'entreprise en République populaire du Congo. D. Basseyla (Brazzaville)	299
27. L'esprit d'entreprise : un produit de l'histoire, le cas des petits entrepreneurs brazzavillois. J. Tsika (Brazzaville)	311
Conclusion. G. Hénault (Ottawa), R. M'Rabet (Casablanca)	323

Liste des auteurs

- Albagli C.** Secrétaire général, Centre d'études du développement international et des mouvements économiques et sociaux (CEDIMES), Paris, France.
- Allali B.E.** Professeur à l'Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises (ISCAE), Casablanca, Maroc.
- Bekolo-Ebe B.** Secrétaire général du Centre universitaire de Douala (CUD), Cameroun.
- Basseyla D.** Professeur à l'Ecole nationale d'administration et de la magistrature (ENAM), Université Marien-N'Gouabi, Brazzaville, Congo.
- Bilongo R.** Professeur à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), Douala, Cameroun.
- Bloy E.** Professeur, Département monnaie, finance et banque, Faculté des sciences économiques et de gestion Université Lumière-Lyon-II, France.
- Bon J.** Doyen du corps professoral, Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP), France.
- Brenner G.** Professeur agrégé, Institut d'économie appliquée, Hautes études commerciales (HEC), Montréal, Canada.
- Contamin B.** Maître assistant à l'Université de Pau. Chercheur associé au Centre d'études sur l'Afrique noire (CEAN), Bordeaux-I, France.
- Dupuy C.** Professeur, Département monnaie, finance et banque, Faculté des sciences économiques et de gestion, Université Lumière-Lyon-II, France.
- Dzaka T.** Professeur, Faculté des sciences économiques, Université Marien-N'Gouabi, Brazzaville, Congo.
- Eboue C.** Maître de conférences, Université de Bordeaux-I, France.
- El Abdaimi M.** Maître de conférences, Faculté de droit, Université de Marrakech, Maroc.
- El Alami A.** Directeur de l'ISCAE, Casablanca, Maroc.
- El Bouhali B.M.** Chef du Département d'assistance technique aux PMI, Office pour le développement industriel, Rabat, Maroc.
- Fouda H.** Assistant à l'ESSEC, Douala, Cameroun.
- Galloux M.** Etudiant en doctorat, Institut des études politiques (IEP), Paris, France.
- Gupta J.** Professeur, Département de finance (ESCP), Paris, France.
- Haudeville B.** Professeur, Université d'Orléans, France.
- Henault G.** Professeur de gestion internationale, Directeur de l'Institut de développement international et de coopération (IDIC), Université d'Ottawa, Canada.

Liste des auteurs

- Lederman R.** Chargé de cours, Département de science politique, Université d'Ottawa, Canada.
- Lelart M.** Professeur, Institut orléanais de finance, Université d'Orléans, Directeur de recherche du CNRS, France.
- Mikayoulou D.L.** Assistant, Institut supérieur de gestion (ISG), Université Marien-N'Gouabi, Brazzaville, Congo.
- M'Rabet R.** Professeur de finance à l'ISCAE, Casablanca, Maroc.
- Oudin X.** Chercheur, Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), Niamey, Niger.
- Ouederni I.A.** Professeur de sociologie, Directeur du département des sciences humaines, Institut supérieur de gestion (ISG). Université de Tunis-III, Tunisie.
- Ponson B.** Coordonnateur du Réseau entrepreneuriat, Professeur associé à l'ESCP, Paris, France.
- Portebois Y.** Chargée de projets, IDIC, Université d'Ottawa, Canada.
- Schaan J.L.** Professeur agrégé, Faculté d'administration, Université d'Ottawa, Canada.
- Servet J.M.** Maître de conférence, Faculté des sciences économiques et de gestion, Université Lumière-Lyon-II, France.
- Soedjede D.** Directeur adjoint, IUT Gestion, Université du Bénin, Lomé, Togo.
- Toulouse J.M.** Professeur titulaire de la Chaire McLean-Hunter en entrepreneurship, HEC, Montréal, Canada.
- Traore B.** Professeur de science économique, Ecole nationale d'administration (ENA), Bamako, Mali.

Membres des comités du Réseau entrepreneuriat

Le Comité du Réseau

Fall E. Professeur de gestion, Université Cheik A. Diop, Dakar, Sénégal.

Henault G. Directeur, Institut de développement international et de coopération (IDIC), Université d'Ottawa, Canada.

Ponson B. Coordonnateur du Réseau, Professeur associé à l'ESCP, Paris, France.

Prouteau J.P. Président du Conseil des investisseurs français en Afrique noire (CIAN), Paris, France.

Saussois J.M. Professeur, ESCP, Paris, France.

Le Comité organisateur des Journées scientifiques

El Alami A. Casablanca, Maroc.

Fall E. Dakar, Sénégal.

Henault G. Ottawa, Canada.

Lelart M. Orléans, France.

M'Rabet R. Casablanca, Maroc.

Ouederni A. Tunis, Tunisie.

Ponson B. Paris, France.

Saussois J.M. Paris.

Le Comité éditorial des actes

Henault G. Ottawa, Canada.

M'Rabet R. Casablanca, Maroc.

Ponson B. Paris, France.

Saussois J.M. Paris, France

Avant-propos

Le Réseau thématique de recherche partagée « Financement de l'entrepreneuriat et mobilisation de l'épargne » de l'Université des Réseaux d'Expression Française (UREF) est l'un des neuf réseaux de recherche mis en place au sein de l'Association des Universités entièrement ou partiellement de langue française (AUPELF).

Créé dans son principe en même temps que l'UREF par la conférence des chefs d'Etat de la francophonie à Québec, puis par le conseil d'administration de l'AUPELF à l'automne 1987, le Réseau s'est effectivement constitué et structuré à Paris, en mars 1988. Les activités ont alors pu démarrer progressivement au sein des différentes équipes qui le constituent.

Le Réseau centre ses recherches sur les financements non bancaires (au sens classique) des entreprises en Afrique. En effet, devant la grave crise financière que connaissent les entreprises et les gouvernements, il a paru primordial d'analyser divers circuits de collecte et/ou de distribution d'épargne afin d'en examiner l'efficacité actuelle ou potentielle dans le financement de l'entreprise.

Un accent particulier est également mis dans le Réseau sur des recherches, en liaison avec les problèmes de financement, concernant la création d'entreprise et la genèse de l'esprit d'entreprise.

Le Réseau se compose de quatre équipes, regroupant sur un même thème des spécialistes de diverses disciplines (gestion et économie essentiellement, mais aussi sociologie, science politique,...).

La première, animée par M. Michel Lelart (CNRS, Paris), travaille sur les circuits informels de financement et oriente ses recherches à la fois sur la collecte de l'épargne (tontines notamment) et sur les financements du secteur productif informel ou artisanal, éventuellement sur les entreprises du secteur structuré dans la mesure où elles ont recours aux circuits informels. A côté de recherches sur la nature de l'acte d'épargne, sur la logique économique et financière des circuits parallèles, l'équipe a entamé une quinzaine d'enquêtes sur le terrain dans les pays africains, dont les premiers résultats ont été présentés lors de divers colloques.

La seconde, animée par M. Ahmed Ouederni (ISG, Tunis), s'intéresse aux circuits et banques islamiques. Il s'agit de décrire et d'analyser ce système bancaire, sa logique sociale et financière. Concurrence et complémentarité avec le système bancaire non islamique sont au cœur des préoccupations de l'équipe. Des études sont en cours auprès d'institutions islamiques et des accords de coopération en négociation.

La troisième, animée par M. Rachid M'Rabet (ISCAE, Casablanca), est centrée sur les effets des financements internationaux sur l'entreprise. Deux volets essentiels sont pris en considération : création et esprit d'entreprise. A côté de la

définition d'une méthodologie prolongeant celles mises en œuvre dans les évaluations rétrospectives des principaux organismes pourvoyeurs de crédit, l'équipe a limité ses investigations sur le terrain à une dizaine de cas, au Maroc, au Mali, en Côte-d'Ivoire et au Congo notamment.

La quatrième, animée par M. Gilbert Lecointre (Université de Dakar) s'est intéressée, également par la double démarche systématique et de terrain, au partenariat et aux sociétés conjointes comme moyen d'appui pour la dynamisation des entreprises africaines. Une méthodologie dérivée d'une antérieurement utilisée par une sous-équipe est mise au point ainsi qu'un état des lieux sur les réglementations et pratiques des pays (Sénégal et Congo notamment).

Les premières Journées scientifiques du Réseau se sont déroulées du 16 au 17 février 1989 à l'ISCAE de Casablanca sur le thème « Financement, développement et culture de l'entrepreneur », thème qui facilitait l'ouverture à l'ensemble de la communauté scientifique francophone. Placée sous le haut patronage du roi du Maroc, ces journées ont été une pleine réussite tant par la qualité de l'accueil de l'ISCAE que par la diversité et la richesse des trente-quatre communications dont une importante partie sont reprises, sous une forme parfois modifiée, dans ce volume.

Cette réunion a également permis la confrontation des idées et des résultats de recherche entre membres et non membres du réseau ainsi qu'entre universitaires et professionnels. Pour ce qui concerne les membres du Réseau, ces Journées furent encadrées par des rencontres spécifiques permettant à chaque équipe, après la phase de rodage de la première année, de confronter, renforcer et coordonner les approches méthodologiques, préciser les domaines et lieux d'investigation et de recherche sur le terrain.

Des journées scientifiques ne peuvent être le strict reflet des travaux engagés dans le réseau. En effet nombre de ceux-ci sont en cours d'élaboration et loin d'être terminés, même si des éléments intermédiaires sont connus.

Le Comité scientifique des Journées, formé du Comité de Réseau (qui, au sein du Réseau et en appui au coordinateur, évalue périodiquement les travaux engagés, en réoriente certains et propose les arbitrages budgétaires) et de deux représentants de l'ISCAE a examiné, aidé en cette tâche par les animateurs d'équipes, chacun pour les thèmes le concernant, les résumés de communications, puis les textes eux-mêmes, et demandé aux auteurs agréés les modifications ou compléments qui paraissaient nécessaires.

Les Journées, après une matinée en séance plénière ouverte par M. le ministre du Commerce du Maroc, se sont déroulées en trois commissions parallèles sur trois demi-journées.

L'ensemble permet de mesurer le chemin parcouru dans la mise en place d'une recherche francophone cohérente sur le financement de l'entreprise africaine, en réunissant des individus ou équipes qui travaillaient parallèlement, en suscitant des recherches nouvelles, en un mot en maillant l'espace scientifique francophone sur ce thème.

En 1989, une cinquantaine de personnes appartiennent au Réseau, de quinze pays et une vingtaine d'institutions. Le Réseau comporte également un nombre croissant de membres associés (entreprises, banques, organismes professionnels,...) qui souhaitent travailler en collaboration, apporter des informations et discuter des résultats des recherches qui y sont menées.

Avant-propos

Un bulletin d'information trimestriel sert de lien entre les membres *, des ouvrages (monographies de recherche et manuels) sont en préparation, des études sur le terrain dans une trentaine d'endroits sont en cours, des articles induits par l'action du Réseau paraissent dans diverses revues et une collection de notes de recherche a démarré.

C'est pour le coordinateur un très grand plaisir de voir par la publication de ces actes le développement et la concrétisation de tant d'efforts de tous au sein du Réseau, stimulés par l'appui de l'UREF. La mise en œuvre de cette édition a été assurée avec une parfaite efficacité par MM. Georges Hénault et Rachid M'Rabet.

Beaucoup reste à faire sans doute pour consolider l'ensemble, accroître certaines composantes, élaguer parfois, améliorer la cohésion, difficile avec des équipes par nature éclatées sur plusieurs continents, et toujours améliorer la qualité scientifique. La publication de ces travaux doit permettre, je le souhaite vivement, de recevoir avis, critiques et conseils de la part des lecteurs.

Bruno Ponson

(Coordinateur du Réseau Entrepreneuriat)

* Il peut être envoyé sur simple demande adressée au coordinateur, comme toute information complémentaire sur le Réseau, soit au Bureau européen de l'AUPELF/UREF, 192 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, soit à l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris, 79 avenue de la République, 75543 Paris Cedex 11.

INTRODUCTION

G. HÉNAULT *, R. M'RABET **

* *Institut de Développement International et de Coopération, Université d'Ottawa, Canada*

** *Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises (ISCAE) Casablanca, Maroc*

L'aboutissement naturel de cette première année de vie de Réseau thématique de recherche partagée de l'AUPELF-UREF « Financement de l'entrepreneuriat et mobilisation de l'épargne » fut en février 1989, tel qu'illustré dans l'avant-propos par M. Bruno Ponson, les Journées scientifiques de Casablanca.

Après une première sélection opérée par le Comité du Réseau, une trentaine de communications ont ainsi été acceptées.

Essayons dès lors de retracer les objectifs, attentes et limites de ce volume avant d'aborder succinctement la structure et les idées forces de son contenu. Cette introduction se veut tout simplement un guide à une lecture, nous l'espérons, facilitée car mieux intégrée dans son contexte tant conceptuel que méthodologique.

Objectifs, attentes et limites des actes du colloque

La pertinence du thème de notre Réseau, identifié et conçu à l'origine par J.-M. Saussois, s'impose encore plus aujourd'hui qu'hier par les tendances irréversibles de l'Etat, en Afrique subsaharienne surtout, à décentraliser, au sens le plus large du terme, pour ne pas dire se désinvestir d'un nombre croissant de ses responsabilités et activités. La privatisation des actifs publics apparaît ainsi prioritaire. L'entreprise devient l'acteur central du développement socio-économique. Sans entrepreneuriat et capitaux pour prendre la relève, point de salut.

Voilà pourquoi de nombreuses publications et rencontres sur ce thème ont vu le jour récemment. En guise d'illustration, une étude bibliographique sur les ressources pour le développement des entrepreneurs [5] qui se voulait physiquement accessible aux preneurs de décision du Tiers monde, centrée sur la petite entreprise donc d'envergure volontairement restreinte, a répertorié quelque cinq

cents références à des travaux pertinents. Cependant, la très grande majorité de ces documents est strictement rédigée en anglais. De surcroît, lorsqu'ils sont censés parler de l'Afrique en général, ils négligent tous de traiter de sa partie francophone. Or, des études réalisées et en cours qui portent sur cette partie négligée du continent existent. A titre d'exemple, mentionnons les Actes du colloque international « Entreprises et entrepreneurs en Afrique, XIX^e et XX^e siècles » [2] organisé en décembre 1981 qui, en deux volumes, regroupe des travaux intéressants, rédigés en langues française et anglaise, dans une perspective historique et politologique.

L'objectif premier de ce volume est de faire un état de la question sur les liens qui unissent le financement, le développement et la culture de l'entrepreneur en Afrique francophone contemporaine.

Le deuxième objectif repose sur la nécessité de faire le point sur les acquis en matière de recherche effectivement partagée sur le financement de l'entrepreneuriat et la mobilisation de l'épargne.

Ce volume se veut ainsi être une innovation dans la francophonie internationale car il s'agit du premier regroupement de travaux issus de chercheurs et praticiens provenant de ses trois continents constituants : Afrique, Amérique, Europe. N'est-ce d'ailleurs pas rendre justice, à titre posthume, à l'économiste français qui vers 1730 fut l'initiateur des études sur l'entrepreneur ? Richard Cantillon l'a en effet défini comme un preneur de risques, celui (ou celle devrait-on ajouter en 1989 pour actualiser sa pensée) qui a la capacité économique d'amalgamer biens et services, qui organise et supervise la production et enfin qui introduit, ce que Schumpeter appellera, plus de deux siècles plus tard, l'innovation.

L'ambition de ces objectifs s'avère cependant sérieusement atténuée par les attentes que l'on devrait avoir car ces dernières sont conditionnées par les limites même d'un tel exercice. Le Réseau a, au moment du colloque, moins d'un an d'existence. La majorité des travaux ainsi présentés à Casablanca sont issus des recherches entreprises préalablement au regroupement. Il est donc normal de constater des divergences d'approche, d'objectifs, de méthodologie, d'envergure, de contenu et de préoccupations au sein même des quatre équipes constituant le Réseau. On retrouvera ainsi des présentations à portée davantage conceptuelle ou à visées empiriques, des réflexions sur des considérations de type macrosociétal ou des études très microéconomiques, des survols régionaux de problématique propre à l'entrepreneuriat aussi bien que des analyses très ponctuelles dans un capitale subsaharienne.

On devra donc s'attendre à une grande diversité de perspectives pour ne pas dire une certaine hétérogénéité sans pour autant prétendre à l'exhaustivité. Ce colloque sera suivi d'un deuxième vraisemblablement à Brazzaville, au printemps 1991. Ce dernier comblera sans aucun doute une partie des déficiences identifiables dans les accès du premier.

Même si ce volume est issu, pour l'essentiel, des présentations faites à l'ISCAE de Casablanca, il ne se veut pas nécessairement le reflet fidèle des travaux des quatre équipes qui s'articulent autour des thèmes identifiés dans l'avant-propos.

Structure, approche et contenu des actes du colloque

Toute l'analyse de l'entrepreneuriat en Afrique francophone, subsaharienne surtout, se doit de prendre en compte l'environnement économique-culturel qui en

forge le fond et la forme. C'est alors qu'on y remarque une des forces vives du développement africain particulièrement symptomatique du dynamisme des acteurs socioéconomiques de ce continent, celle du secteur informel.

Première partie

Toute approche réaliste au niveau macro ne peut ignorer ces ressorts anthropologiques de croissance. Voilà pourquoi notre première partie va chercher à restituer la problématique dans son exercice culturel et économique.

En effet, il est grand temps que l'on sorte des conceptions évolutionnistes qui ont consisté à plaquer le modèle américain puis européen de gestion sur des systèmes de valeurs différents entraînant un rejet aussi prévisible que dommageable. « La rationalité africaine est différente de l'occidentale (...) la gestion de l'incertitude est également tout autre. » [1] Ce relativisme culturel indispensable à une meilleure compréhension de l'Afrique se retrouve implicitement et explicitement tout au long du volume.

Deuxième partie

Elle porte essentiellement sur trois thèmes principaux [3] :

- la réalité de l'épargne informelle telle qu'on commence à la découvrir dans un grand nombre de pays africains, c'est le système tontinier;
- l'originalité de cette épargne, qu'il n'est pas facile d'analyser dans une optique financière car elle emprunte des mécanismes particuliers et complexes (on peut néanmoins parler de finance informelle);
- l'utilisation de cette épargne qui peut être investie directement dans la petite entreprise familiale ou artisanale et qui se substitue au crédit bancaire pour financer l'informel.

La séquence, quelque peu réductionniste au plan analytique, épargne-investissement catalyseur de développement, n'en demeure pas moins une condition nécessaire au décollage économique dans une perspective endogène. Voilà l'objectif direct ou indirect de chacune des présentations regroupées sous l'intitulé « Epargne informelle, tontines et modes de financement ».

Troisième partie

Elle cherche à mettre l'accent sur l'apport exogène au dynamisme de la vie économique africaine tant des institutions multilatérales et privées que des réseaux et circuits internationaux. Depuis le rapport Brandt en 1980 qui démontre l'interdépendance des économies du Nord et du Sud, le développement socio-économique des pays du Tiers monde ne peut se concrétiser sans s'inscrire dans la division internationale du travail. Trois types ou outils de coopération sont ainsi abordés :

- l'apport des agences multilatérales y est analysé dans une optique conceptuelle, globale et ponctuelle de gestion de projet;
- les circuits islamiques de financement se concentrent sur un rappel historique de leur politique de financement ainsi que sur le cas tunisien;
- l'entreprise conjointe Nord-Sud, troisième source d'apport extérieur pré-

sentée à Casablanca, est perçue dans une optique à la fois méthodologique, conceptuelle et factuelle par les études de cas du Maroc et du Congo.

Quatrième partie

Après l'analyse de l'environnement et de la dynamique formelle et informelle d'une part, interne et externe d'autre part, propre à l'économie entrepreneuriale de l'Afrique francophone, faite répétons-le sur une base impressionniste, nous nous proposons d'approfondir quelque peu deux de ses ferments dans le dernier quart du volume.

La quatrième partie traite donc de la formation des entrepreneurs ainsi que de la création d'entreprise. On a longtemps débattu de la pertinence *a priori* d'éduquer ces innovateurs créateurs d'organisations (qu'elles soient à but non lucratif ou autre, peu importe) à la gestion d'entreprise. En d'autres termes, la propension à la prise de risques est-elle issue de dons innés ou de qualités acquises ? Une réponse sans doute réaliste à cette question quasi existentielle réside dans l'esprit de nuance qui nous pousse à croire qu'il y a du vrai dans chacune de ces affirmations. Nous adoptons cependant le point de vue du Bureau international du travail lorsqu'il affirme que « les entrepreneurs peuvent être formés » [4]. Trois conceptions ont ainsi été proposées, celle de l'entreprise école, l'approche de l'ISCAE-Casablanca et le cas du Congo.

Quant à la création d'entreprise, les conditions juridiques, socioculturelles et économiques propices à son épanouissement sont analysées dans le cadre du Congo, complété par l'analyse des PME à Brazzaville.

Tout en demeurant conscients que beaucoup reste à faire, nous espérons que la lecture de ce premier ouvrage collectif francophone sur l'entrepreneuriat en Afrique francophone saura susciter de nombreuses questions tout en offrant quelques éléments de réponses.

Références

1. Hénault G.M. (1989). Télécommunications et gestion des PMO africaines. *Afrique contemporaine*; 151 : 171-177.
2. Laboratoire « Connaissances du Tiers monde » (1983). *Entreprises et entrepreneurs en Afrique, XIX^e et XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, t. I, 528 p. et T. II, 638 p.
3. Lelart M. (1989). Journées scientifiques AUPELF/UREF de Casablanca : épargne informelle et entrepreneuriat en Afrique. *Epargne sans frontière*; 16 : 37-41.
4. Loucks K. (1988). *Training entrepreneurs for small business creation : lessons from experience*, Geneva ILO, 148 p.
5. Manuh G., Brown R. (1987). *Resources for the development of entrepreneurs, a guided reading list and annotated bibliography*, London, Commonwealth Secretariat, 121 p.